dans des domaines inconnus—domaines qui seront définis plus clairement une fois les études du ministre du Revenu national (M. Gray) terminées. Nous serons alors mieux en mesure d'aborder toute la question des prises en charge de sociétés canadiennes par des étrangers et de décider s'il serait sage de rapatrier effectivement le contrôle étranger de certains secteurs clefs de notre vie industrielle, sociale et économique.

Comme la plupart des députés de cette Chambre et une multitude de gens dans tout le pays, j'attends avec une certaine impatience l'achèvement de ces études. Cependant, nous devons tous nous rendre compte qu'il importe beaucoup plus que ces études soient vastes et approfondies de façon à pouvoir servir de base à des jugements sages et valables. Nous devons tout de même maintenir une cadence appropriée alors qu'il nous faut prendre des décisions spéciales pour régler des crises périodiques, qui, bien entendu satisferont plus ou moins les parties en cause et dont la justesse sera discutable. Il nous faut des politiques à long terme rationnelles qui permettent aux investisseurs et aux entrepreneurs tant canadiens qu'étrangers d'agir avec autant de certitude que possible. Je crois que c'est M. Conrad Hilton, dont l'empire hôtelier s'étend à des pays assujettis à une multitude de règlements, qui a déclaré que peu lui importait la nature des règles de base pourvu qu'elles soient clairement établies et qu'elles ne changent pas inopinément. De plus d'une façon, M. Hilton personnifie l'esprit d'entreprise qui anime un si grand nombre de sociétés.

Les entreprises s'adapteront à des lois raisonnables, au climat économique tout comme au régime fiscal, parce qu'elles savent que leurs concurrents sont tenus de respecter les mêmes règles; ainsi elles peuvent planifier leur exploitation de façon à réaliser des profits. Je sais que le mot «bénéfice» est un mot à proscrire pour beaucoup de députés de certains coins de la Chambre—je ne vois pas de néo-démocrates—mais ils ne comprennent pas le rôle joué par les bénéfices pour maintenir l'efficacité et créer les capitaux nécessaires à l'expansion et à l'embauche, sans compter la motivation. C'est une question particulièrement intéressante qu'on a étudiée au comité des finances, du commerce et des questions économiques, et les études de ce domaine ne se sont que trop fait attendre. Il faut encore distinguer entre les bénéfices justes ou justifiables et ceux qui sont nettement le résultat d'une exploitation ou d'un monopole inique.

Je me suis entretenu avec intérêt avec les chefs de gouvernement de nombreux pays que j'ai eu l'avantage de visiter lorsque j'ai accompagné le premier ministre à la conférence du Commonwealth à Singapour. Presque chaque pays avait des règlements tranchés sur les capitaux étrangers, et pourtant chacun les voyait d'un bon œil. Leur succès est largement tributaire du marché qui, le plus souvent, est considérable du point de vue démographique, mais restreint du point de vue du revenu individuel, soit l'inverse de la situation au Canada. Il est certain par ailleurs que les perspectives de croissance sont énormes là où il y a des centaines de millions d'individus et que le niveau de vie augmente. Les entreprises des «sages»—et j'ose espérer que nous aurons seulement de telles entreprises, et non pas des entreprises de «finauds»—pourront certainement, de concert avec les hommes d'affaires de l'endroit, réussir à s'implanter dans ces marchés.

[M. Danson.]

Un autre facteur en outre du marché intérieur est la richesse des ressources naturelles. En Indonésie, par exemple, il y a de vastes réserves de pétrole d'un accès relativement facile—peut-être les Indonésiens ne veulent-ils pas en convenir mais elles peuvent se comparer avec celles des autres nations. Leur qualité vaut celle de notre pétrole de l'Alberta qu'ils connaissent parfaitement. On m'a beaucoup appris en Indonésie sur le pétrole canadien. L'incertitude des autres sources de pétrole, à quoi s'ajoute le développement incessant des marchés du Pacifique et de l'Asie, rendent ces ressources suffisamment intéressantes pour que les grandes compagnies pétrolières internationales soient tout à fait prêtes à investir leurs capitaux et leurs connaissances techniques et à transférer 65 p. 100 de leurs intérêts aux compagnies nationales indonésiennes contre seulement les 35 p. 100 qu'elles ont le droit de retenir, plus un congé fiscal de cinq ans. En plus, elles ont la liberté de rapatrier ou de réinvestir les bénéfices réalisés sur ces 35 p. 100 comme elles le jugent bon.

● (3.30 p.m.)

Il est très intéressant de voir l'essor en Iran, un pays qui fabrique ses propres automobiles, camions et autobus, un petit pays que nous considérons comme étant en voie de développement, mais qui a la situation bien en main et qui fait concurrence aux investisseurs étrangers sur le marché des exportations. L'Iran fait bon accueil aux capitaux étrangers lorsqu'ils participent dans la même mesure que ceux de ses ressortissants et alors qu'un bénéfice de plus de 25 p. 100 est considéré comme normal. J'ignore si c'est bien justifiable, mais l'on me dit que c'est normal dans les circonstances.

Bien souvent, nos lois fiscales nous assurent autant de bénéfices que ces pays n'en retirent grâce à leur règlement sur la propriété. Autrement dit, notre participation à la propriété n'est pas aussi considérable, mais notre régime fiscal nous permet de retirer autant d'argent que leur règlement sur les capitaux étrangers. Nous devons nous pencher sur le degré de contrôle que conserve le pays récipiendaire, et c'est là l'une des principales préoccupations de ce projet de loi sur la CDC.

Le bill à l'étude, comme je le disais tout à l'heure, porte avant tout sur le secteur clef de notre expansion future et sur la gestion des entreprises canadiennes. Si nous ne réussissons pas à prouver notre compétence dans ce domaine, nous n'arriverons pas à régler la question des mainmises étrangères, compte tenu de la concurrence, des conditions économiques et des talents dont nous disposons pour la gestion des entreprises et l'exploitation d'idées nouvelles. Cela est impossible dans l'atmosphère de serre chaude de la bureaucratie, en toute déférence pour la bureaucratie de haute qualité dont notre pays est doté. Je me réjouis de voir qu'on insiste sur le caractère transitoire de la CDC, qui lui permet de fonctionner avec la plus grande liberté possible, comme une sorte de catalyseur pour réunir des fonds et les réorienter vers le secteur privé.

Jusqu'à un certain point, je suis d'accord avec le député de Waterloo (M. Salzman) qui a déjà pris la parole. Selon lui, dans certains domaines où l'intérêt public est en cause, la rentabilité n'est pas possible et peut-être même pas souhaitable. Il pourrait en être ainsi dans le cas d'un oléoduc reliant l'Ouest du Canada aux